

Rencontres internationales Air • Climat • Santé

Toulouse 28 novembre 2012



Pollution de l'air, changement climatique et impact sur la santé

Dossier de presse

Lundi 4 novembre à 16h

***Restaurant le Moï du Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse
35 Allées Jules Guesdes***

RENSEIGNEMENTS PRESSE

Nathalie Tubiana - ATMO France

presse@atmo-france.org - Tél. 09 67 18 00 86

Patricia Paleyrie - ORAMIP

contact@oramip.org - Tél. 05 61 15 42 46

Novembre 2013

Communiqué de presse

4 novembre 2013

Pollution de l'air, changement climatique et impact sur la santé :

**La Fédération ATMO France et l'ORAMIP publient la Synthèse des
1^{ères} RENCONTRES INTERNATIONALES AIR CLIMAT SANTÉ**



Le 4 novembre prochain, la Fédération ATMO France, réseau des associations agréées de surveillance de la qualité de l'air, et l'ORAMIP publient la synthèse des « 1^{ères} Rencontres internationales Air – Climat – Santé »*. Au cours de ces échanges, les experts présents ont mis en évidence l'enjeu majeur de santé environnementale que représente la pollution de l'air. Cette publication fait largement écho à la récente annonce de l'Organisation Mondiale de la Santé, classant la pollution de l'air extérieur comme cancérigène.

* Les « 1^{ères} Rencontres internationales Air – Climat – Santé » se sont déroulées à Toulouse le 28 novembre 2012. Elles ont été co-organisées par ATMO France, le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, l'ORAMIP (Observatoire régional de l'air en Midi-Pyrénées) et le Conseil Régional de Midi-Pyrénées. A réécouter en intégralité sur RADIO2TER http://www.radio2ter.net/air_climat_sante/ Les actes sont publiés sur le site internet d'ATMO France à l'issue de la conférence de presse : <http://www.atmo-france.org/fr/index.php?/20131010400/synthese-des-1eres-rencontres-internationales-air-climat-sante-de-toulouse/id-menu-218.html>.

La pollution de l'air classée cancérigène

Le Centre International de Recherche sur le Cancer, agence spécialisée de l'OMS, vient de classer la pollution de l'air extérieur cancérigène. Cette classification va amener les pouvoirs publics, les politiques et tous les décideurs en relation avec la qualité de l'air, à une prise en compte plus importante de l'exposition de la population à la pollution de l'air. Cela conduira à renforcer les actions de réduction des émissions de polluants atmosphériques, de traitement des « points noirs » (air pollué) existants et à une meilleure intégration des exigences air et santé dans l'urbanisme.

Des actions sont déjà mises en œuvre, elles pourraient être accentuées si certains leviers étaient mieux mobilisés, comme l'ont souligné les participants aux débats de Toulouse, dont les actes seront présentés par ATMO France et l'ORAMIP le :

Lundi 4 novembre à 16 heures

Au restaurant Le Moai - Muséum d'Histoire Naturelle - 35, Allées Jules Guesde – 31000 Toulouse

En présence de : Régine Lange, Présidente de la Fédération ATMO France et de l'ORAMIP.

A l'issue de cette conférence de presse, Régine Lange recevra les insignes de Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur en tant que Présidente de la Fédération ATMO France.

RELATIONS PRESSE

Nathalie Tubiana, assistante communication ATMO France

Patricia Paleyrie, chargée de communication ORAMIP

presse@atmo-france.org - Tél. 09 67 18 00 86

contact@oramip.org - Tél. 05 61 15 42 46

Qui sommes-nous ?

- **ATMO France** fédère l'ensemble des Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'air (**AASQA**) couvrant chaque région du territoire français et employant plus de 500 experts du domaine.
Site internet : www.atmo-france.org
- L'**ORAMIP**, Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées, est l'observatoire agréé par l'Etat pour surveiller la qualité de l'air en région Midi-Pyrénées. Il est membre de la Fédération ATMO France, le réseau des 27 AASQA.
Site internet : www.oramip.org

La Fédération ATMO France

- **ATMO France** : anime le réseau des AASQA (échanges, mutualisation, solidarité) ; représente et promeut les AASQA (conforter leur place, leur rôle, leur pérennité) ; identifie les grands enjeux de la qualité de l'air et prend position dans les débats ; contribue à la diffusion d'information / sensibilisation auprès des différents acteurs nationaux
- ATMO France est particulièrement mobilisée pour :
 - Des liens plus étroits entre évaluation de la qualité de l'air et santé publique, et en particulier la prise en compte de l'exposition de la population
 - **Une approche transversale air / climat / énergie** via notamment des Observatoires régionaux
 - Une évaluation de l'impact sur l'air des politiques publiques

(voir plaquette de présentation)

⇒ Retrouvez toute l'actualité de la Fédération sur www.atmo-france.org

L'ORAMIP

Surveiller la qualité de l'AIR : une mission d'intérêt général confiée à l'ORAMIP

L'ORAMIP est l'Association Agréée par le Ministère du développement durable pour la Surveillance de la Qualité de l'Air sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées. L'ORAMIP est membre de la fédération ATMO France qui regroupe les 27 associations régionales françaises agréées pour la surveillance de la qualité de l'air sur tout le territoire.

Indépendance et transparence

Un financement assuré par l'État, les collectivités et les industriels et une prise de décision des 4 collèges de l'ORAMIP (État, collectivités, industriels, associations) sont les garanties de l'indépendance et de la transparence de son information.

Un cadre réglementaire

- **Surveiller** en continu

L'ORAMIP exerce une surveillance permanente de la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire grâce à un dispositif de mesures et à des outils de simulations informatiques qui modélisent la pollution dans l'atmosphère.

- **Informier** au quotidien et en cas d'alerte

L'ORAMIP s'adresse aux citoyens, aux médias, aux autorités et aux collectivités et les informe de ses prévisions pour le jour même et le lendemain. Elle participe au dispositif opérationnel d'alerte mis en place par le préfet de département en cas d'épisode de pollution atmosphérique constaté ou prévu, pour que des mesures de réduction des émissions puissent être décidées par les autorités.

- **Analyser** pour mieux anticiper

Pour comprendre, évaluer et prévoir les phénomènes de pollution atmosphérique, l'ORAMIP répertorie toutes les sources de pollution de la région. Grâce à l'utilisation d'outils de modélisation permettant de tester différents scénarii, l'ORAMIP se livre à des évaluations prospectives des stratégies proposées pour lutter contre la pollution.

⇒ Retrouvez les prévisions de l'ORAMIP, l'indice prévu pour votre commune et les mesures en temps réel sur www.oramip.org

Présentation du réseau des AASQA

- 1 Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'air (AASQA) par région depuis 2012
26 AASQA + 1 en Nouvelle Calédonie (+ 1 bientôt à Mayotte)
- Associations loi 1901
- **Gouvernance quadripartite** : Etat/DREAL, collectivités territoriales, activités économiques, représentants associatifs et personnalités qualifiées
- **Financement** : Etat, collectivités territoriales, industriels
- **Missions de base** : Surveillance de la qualité de l'air, prévision, information de la population, réalisation d'études.
- **Réseau des AASQA** = réseau de 500 ETP (équivalents temps plein) d'experts au service de l'intérêt général (techniciens, ingénieurs chimistes, informaticiens, métrologues, modélisateurs, mais aussi des chargés de communication)
- **Outils de la surveillance** (*Source : Bilan qualité de l'air 2012*) :
 - Environ 1900 analyseurs déclarés en sites fixes (équipés d'un ou plusieurs instruments de mesures automatiques), répartis sur près de 670 stations de mesure.
 - Des analyseurs ou des préleveurs pour le suivi de polluants tels que les métaux, les HAP, les COV ou d'autres polluants dont la mesure peut nécessiter des prélèvements suivis d'analyses en laboratoire.
 - Parc analytique : 459 pour le NO₂, 410 pour l'ozone, 388 pour les PM10, 234 stations de mesure de SO₂, 119 pour les PM_{2,5}
 - 4 types de stations de mesure de la qualité de l'air : stations de fond (péri-urbain) ; stations de proximité trafic ; stations de fond rural ; stations de proximité industrielle
 - Toutes les grandes villes sont dotées de systèmes de surveillance et un indice de qualité de l'air est calculé chaque jour dans plus de 80 agglomérations.
 - Sur les zones dont le niveau de pollution ne justifie pas la présence de stations fixes, ou pour procéder à des études : campagnes de mesures faisant appel à des camions laboratoires ou d'autres moyens d'investigation.
 - Outils informatiques, outils de modélisation (calcul de la distribution spatiale de la pollution, prévision de la qualité de l'air)
- **Spécificités des AASQA** :
 - Gouvernance quadripartite et financement tripartite : objectivité, indépendance, transparence, confiance/crédibilité des citoyens et acteurs locaux.
 - Président des AASQA : élu local, industriel, ...
 - Une AASQA couvre un territoire régional mais tous les niveaux de collectivités territoriales (Région, Département, Intercommunalité, Commune) peuvent être présents à son Conseil d'Administration d'une AASQA
- Afin de s'adapter aux **nouveaux enjeux** et pour répondre aux récentes évolutions réglementaires, le périmètre d'intervention des AASQA, à la demande même des acteurs notamment locaux, s'étend progressivement (**GES, air intérieur, odeurs, pollens, pesticides, ...**).
Les AASQA proposent de véritables outils d'aide à la décision pour des plans régionaux et locaux comme : les **Schémas Régionaux Climat Air Energie (SRCAE)**, les **Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE)**, les **Plans Climat Energie Territoriaux (PCET)**, les **Schémas de Cohésion Territoriale (SCoT)**, les **Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)**, les **Plans de Déplacements Urbains (PDU)**, les **Plans Locaux de l'Habitat (PLH)** et bien sûr les **Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA)**

**Les relations santé, air et climat au cœur des
« 1ères Rencontres internationales Air Climat Santé »
de Toulouse de Novembre 2012**

Les questions débattues lors de ces Rencontres ont placé la **santé** au cœur de la **problématique air / climat**. Des experts du monde de la santé et de la recherche (représentants de l'OMS, du Ministère des affaires sociales et de la santé, de spécialistes de la santé (Instituts ou Ecoles de santé publique, professeurs, ...), de l'InVS, ...) ont notamment débattu autour de questions du type :

- « **Quelle exposition des populations à l'air dans le monde ?** »
- « **Coûts de la pollution de l'air en France pour la santé** »
- « **Santé des populations urbaines** »
- « **Air et santé, du praticien au législateur, du constat à l'action** »
- « **Quels bénéfices pour la santé d'actions visant à réduire les niveaux de pollution ?** »

Ces échanges (et les études sur lesquelles ils s'appuient) ont convergé vers l'évidence que la pollution de l'air est une question cruciale de santé publique. Celle-ci représente une charge importante pour la collectivité non seulement financièrement (*le rapport du CGDD « Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement - Santé et qualité de l'air extérieur » de juin 2012 évalue entre 20 et 30 Mds€ par an le coût sanitaire lié à la qualité de l'air*) mais également en terme de responsabilité collective.

Les acteurs de l'amélioration de la qualité de l'air se situent à différents niveaux et doivent prendre en compte des problématiques diverses (air, climat, énergie) dans un système de solutions complexe (transports, urbanisme, modes de consommation, répartition des activités industrielles, ...).

La nécessité d'une approche **air/climat/énergie/santé** pour définir, mettre en œuvre, évaluer et suivre les actions et politiques (locales, nationales voire européennes) a été confirmée par les participants du type : élus locaux (représentants de collectivités territoriales), élus nationaux (sénateurs), élus européens (député européen), représentants de ministères, d'ONG, ... qui ont participé aux échanges notamment autour des questions :

- « **De la pollution atmosphérique au changement climatique** »
- « **Quelles politiques globales en faveur de la transversalité air/climat/énergie/santé ?** »
- « **Quelles réponses apporter localement pour améliorer la qualité de l'air ?** »

Les 1ères Rencontres organisées par ATMO France et l'ORAMIP en partenariat avec le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, les Assises Nationales de la Qualité de l'Air et le Conseil Régional Midi-Pyrénées ont permis de conforter les liens air/climat/santé.

⇒ **La publication des actes de ces Rencontres participent ainsi à l'amélioration des connaissances.**

La publication de la synthèse de ces rencontres fait écho à la récente annonce de l'OMS

Le Centre International de Recherche sur le Cancer, agence spécialisée de l'OMS, vient de classer la pollution de l'air extérieur cancérigène certain pour les humains.

Cette classification va amener les pouvoirs publics, les politiques et tous les décideurs en relation avec la qualité de l'air à une meilleure prise en compte de **l'exposition de la population à la pollution de l'air**, ce qui conduira à renforcer les actions de :

- **réduction des émissions de polluants atmosphériques,**
- **traitement des « points noirs » (air pollué) existants,**
- **meilleure intégration des exigences air et santé dans l'urbanisme.**

Les 2èmes Assises Nationales de la qualité de l'air, qui se sont déroulées les 23 et 24 octobre 2013, ont mis en exergue **la nécessaire prise en compte de la qualité de l'air dans les politiques publiques, notamment dans les politiques de mobilité et d'urbanisme.**

Le réseau des AASQA et ATMO France mobilisés pour accompagner les acteurs en lien avec la qualité de l'air

Le réseau des AASQA accompagne les services de l'Etat et les collectivités territoriales en fournissant des données et des cartographies de concentrations de polluants atmosphériques.

Le réseau travaille en outre à l'établissement **de cartes « haute résolution » que les organismes de santé peuvent croiser avec les données épidémiologiques** dans le cadre des travaux menés pour une meilleure appréhension de l'impact sanitaire.

L'expertise des AASQA, véritable outil d'aide à la décision, peut intervenir lors de l'établissement, du suivi et de l'évaluation des schémas et plans liés, directement ou indirectement, avec la pollution de l'air et de l'atmosphère (polluants et gaz à effet de serre), à savoir : **les Schémas Régionaux Climat Air Energie (SRCAE), les Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE), les Plans Climat Energie Territoriaux (PCET), les Schémas de Cohésion Territoriale (SCoT), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), les Plans de Déplacements Urbains (PDU), les Plans Locaux de l'Habitat (PLH) et bien sûr les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA).**

Pour les SRCAE et les PPA, les AASQA sont clairement identifiées par le Ministère de l'Ecologie pour effectuer les inventaires territoriaux des émissions atmosphériques (polluants de l'air et GES) et leurs mises à jour nécessaires aux informations que l'Etat doit rapporter à la Commission Européenne.

Plus spécifiquement pour les PPA, il est prévu que les AASQA participent à l'évaluation de leurs mesures et à leur suivi (avec indicateurs définis au niveau national) ainsi qu'à l'élaboration du porter à connaissance. Une circulaire est en cours d'élaboration.

***Conférence de clôture de l'année européenne de l'Air à Strasbourg
le 9 décembre 2013***

A l'interface de tous les acteurs, tant locaux que nationaux et européens, ATMO France poursuit son engagement et son rôle d'animateur pour faire émerger les synergies et les solutions.

A ce titre, dans la continuité des 1^{ères} Rencontres Internationales air/climat/santé de Toulouse, la Fédération ATMO France organise avec l'ASPA (ATMO Alsace) la Conférence de clôture de l'année européenne de l'air le 9 décembre 2013 à Strasbourg en présence du Commissaire Européen à l'Environnement Janez Potočnik sous l'intitulé « *Un air meilleur pour tous – tous pour un air meilleur : Diagnostics partagés et actions concertées* » (voir programme ci-après).

Conférence de clôture de l'année européenne de l'air

UN AIR MEILLEUR POUR TOUS – TOUS POUR UN AIR MEILLEUR

Strasbourg (Fr) - 9 Décembre 2013

PROGRAMME (au 29/10/2013)

MATIN - COMMUNAUTÉ D'EXPERTS POUR DIAGNOSTICS PARTAGÉS

09:00 – 9:30 Inscriptions et café

09:30 – 9:35 Mot d'accueil par les hôtes

Rémi BERTRAND, Président ASPA ATMO-Alsace, Vice-Président ATMO France

Jacques BIGOT, Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS)

09:35 – 9:50 Discours de bienvenue

Régine LANGE, Présidente ATMO France, Présidente ATMO Midi-Pyrénées

09:50 – 10:00 Discours-programme de la matinée

Marianne WENNING, Directeur du management des ressources durables. Commission européenne

10:00 – 11:15 TABLE RONDE I : ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR POUR DES DIAGNOSTICS PARTAGÉS (utiles à des actions concertées)

Présidence de séance : Paul McALEAVEY, Chef du programme Air et changement climatique
Agence européenne de l'Environnement (EEA)

Introduction par le président de séance et :

Niveau régional & national : Représentant d'ATMO France

Niveau local : Martin LUTZ Senate Department for Urban Development, Environment Policy, Berlin

Au domicile : Séverine KIRCHNER, Coordinatrice - Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur/OQAI

Discussion - Les quatre intervenants plus des représentants de :

AQUILA - *European network of national Air Quality references laboratories* - François MATHÉ - EMD/LCSQA

FAIRMODE - *Forum for Air quality Modelling*
Philippe THUNIS - JRC

EMEP/ TFMM - Task Force on Measurement and Modelling
Laurence ROUIL - INERIS

JRC Joint Research Centre - EU
Elisabetta VIGNATI- *Head of Air and Climate Unit*

11:15 – 12:00 Évaluation de l'impact sanitaire

Sylvia MEDINA : APHEKOM Épidémiologie en air ambiant

Francesco FORASTIERE : Dept. Epidemiology, Lazio Regional Health Service, Rom (Italie);
projet REVIHAAP/OMS

Frédéric DE BLAY : European Respiratory Society –Pdt du groupe « santé au travail et
environnementale » Air intérieur

12:00 – 13:00 LUNCH

13:00 – 13:15 Mot d'accueil

Régine LANGE, Présidente ATMO France, Présidente ATMO Midi-Pyrénées

Philippe RICHERT, Président du Conseil Régional d'Alsace, ancien Ministre des Collectivités Territoriales, ancien Président du Conseil National de l'Air.

13:15 – 13:30 Discours-programme

Thomas VERHEYE, Head of Unit for Air Quality and Industrial Emissions - Commission européenne

13:30 – 14:50 TABLE RONDE II : ACTIONS CONCERTÉES (basées sur des diagnostics partagés)

Modérateur : Alex TAYLOR, Journaliste

Introduction :

Représentant des organisations citoyennes : Jeremy WATES, Secrétaire Général - EEB

Représentant de l'industrie : Giuseppe MONTESANO, BUSINESSEUROPE

Représentant d'autorités locales

Discussion – les trois intervenants et :

John MURLIS - EFCA

<Représentant de l'agriculture>

Danielle AUROI – Députée – Conseil de l'Europe

<Représentant du transport>

14:50 – 15:15 PAUSE CAFÉ

SESSION DE CLÔTURE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DE L'AIR

15:15 – 17:00 : UN MEILLEUR AIR POUR TOUS – TOUS POUR UN AIR MEILLEUR

Modérateur : Alex TAYLOR, Journaliste

Introduction :

Janez POTOČNIK, UE - Commissaire européen à l'Environnement

Discussion :

Député européen, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire

Winfried HERMANN, Ministre du Transport et des infrastructures du Bade-Wurtemberg / Allem.

Mor NGOM, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable / Sénégal

17:00 – 17:10 Discours de conclusion

Janez POTOČNIK, UE - Commissaire Européen à l'Environnement



Cette conférence fait office de clôture de l'année européenne de l'air déclarée par la Commission européenne.

Elle est organisée au sein du Conseil de l'Europe de Strasbourg avec le concours de l'ASPA, organisme agréé régional d'Alsace, membre de la Fédération ATMO-France

Contact : aspa@atmo-alsace.net (+33)(0) 3 88 19 26 66



Inscription sous : <http://www.atmo-alsace.net/site/all4cleanerair4all/index.php>

BIOGRAPHIE DES PRINCIPAUX INTERVENANTS DES 1^{ères} RENCONTRES INTERNATIONALES AIR CLIMAT SANTE

DOCTEUR DENIS BARD

Denis BARD est Docteur en médecine, DEA de Nutrition humaine, DEA de Santé publique, habilité à diriger des recherches. Il enseigne l'épidémiologie et l'évaluation des risques à l'École des Hautes Études en Santé Publique.

Ses récents travaux de recherche portent sur les interrelations entre pollution atmosphérique, inégalités sociales de santé et effets sur la santé.

Vice-président du Comité de la Prévention et de la Précaution, membre du Scientific Committee on Health and Environmental Risks (SCHER) de la DG SANCO (Direction Générale de la Santé et des Consommateurs), il a été membre du comité d'orientation puis d'évaluation du 1^{er} Plan National Santé Environnement, du "Panel on contaminants in the food chain" de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA, 2003-2006), des Conseils scientifiques de l'AFSSA (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments), de l'ADEME, de l'InVS (Institut de Veille Sanitaire), du Groupe Technique National de Définition des Orientations de la loi d'orientation en Santé publique. En 2003, il était rapporteur pour les questions de santé-environnement. Il est cofondateur et vice-président de la Société Française de Santé Environnement.



DOCTEUR FRÉDÉRIC DE BLAY

Le Docteur Frédéric de BLAY est pneumologue et allergologue aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et Professeur de Pneumologie à la faculté de médecine de l'université Louis Pasteur à Strasbourg. Il est responsable du service de pneumologie, d'allergologie et de pathologies respiratoires de l'environnement dans le pôle de pathologie thoracique aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg. Il fait partie de la Fédération de Médecine Translationnelle à l'Université de Strasbourg.

Depuis plusieurs années, ses recherches s'orientent vers les maladies respiratoires allergiques et l'environnement intérieur et professionnel. Il s'intéresse aux cofacteurs de la réponse allergénique bronchique, à la physiopathologie de l'asthme professionnel et à la pertinence clinique des allergènes recombinants dans la rhinite et l'asthme allergique.

Il a été Président de la Société Française d'Allergologie (SFA) de 2008 à 2010 et est Président du groupe "Occupational and environment health" à l'ERS (European Respiratory Society) depuis 2011.

JOSE CAMBOU

José CAMBOU est Secrétaire Nationale de France Nature Environnement, fédération d'associations de protection de l'environnement en France métropolitaine et en outre-mer. Elle y pilote le réseau thématique Santé Environnement. Elle représente France Nature Environnement notamment au Conseil National de l'Air et au Comité de suivi de la mise en œuvre du Plan national santé environnement.



DOCTEUR PATRICE HALIMI

Le Docteur Patrice HALIMI est Chirurgien-Pédiatre à Aix-en-Provence. En 2008, il a fondé l'Association Santé Environnement France qui réunit aujourd'hui 2 500 médecins dans l'hexagone. En tant que Secrétaire Général, il mène de front de nombreux combats contre le Bisphénol A, les pesticides, les ondes électromagnétiques ou encore le formaldéhyde.

Ces dernières années, il a beaucoup travaillé sur l'impact sanitaire de la pollution de l'air en menant notamment une enquête qui a permis de mesurer à quels polluants un bébé était exposé dans sa poussette lorsqu'on le promenait en ville.

JEAN-FRANCOIS HUSSON

Élu sénateur de Meurthe-et-Moselle en 2011, Jean-François HUSSON est membre de la Commission des Affaires Sociales, membre de la Délégation Sénatoriale aux Droits des Femmes et à l'Égalité des Chances entre les hommes et les femmes, et membre titulaire (au titre du Sénat) du Conseil National des Politiques de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale. En 2012, il était membre de la mission commune d'information parlementaire sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement. Il occupe également la fonction de Président auprès de l'Agence Locale de l'Energie du Grand Nancy, Président d'Air Lorraine, Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air en Lorraine et Président du Scot sud de Meurthe et Moselle.

Agent général d'assurances de formation, il a débuté sa carrière politique comme conseiller général de Meurthe-et-Moselle en 1998 et est devenu en 2001, conseiller municipal délégué au développement durable auprès du maire de Nancy, et vice-président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

GABRIEL JODAR



Gabriel JODAR est Ingénieur civil de l'École Technique Supérieure de Lugano et de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (Suisse). Depuis 1992, il est Directeur du bureau d'ingénieurs-conseils Formaplan de Barcelone. Il a participé à de nombreux projets de recherche sur les transports durables et a dirigé la rédaction d'une cinquantaine de Plans de déplacements à l'échelle urbaine et régionale en Espagne et à l'étranger.

En 2012, avec le support du MaB de l'UNESCO qui coordonne et anime le réseau des 10 Réserves de biosphère françaises, il a participé au développement des outils pour l'évaluation énergétique et environnementale des politiques territoriales et des transports durables des réserves de la biosphère.

CLAUDE RAYNAL

Ancien élève de l'ENA,
Premier Conseiller de Tribunal Administratif,
Maire de Tournefeuille
Conseiller Général de la Haute-Garonne,
Président délégué de Toulouse Métropole.

Mireille ROY

Mireille ROY est adjointe au maire de Lyon, déléguée à l'écologie urbaine et à la qualité de l'environnement. Elle représente la Ville de Lyon au conseil d'administration d'Air Rhône Alpes et s'est beaucoup impliquée dans le groupe de travail national en charge des ZAPA (Zone d'Action Prioritaire pour l'Air), l'agglomération lyonnaise s'étant portée volontaire pour leur expérimentation.



THOMAS VERHEYE

Diplômé en économie et finance, Thomas VERHEYE travaille à la Commission Européenne depuis plus de 15 ans. Il évolue depuis 2002 au sein de la Direction Générale de l'Environnement. Après un passage dans l'unité changement climatique, il devient responsable en 2007 de l'unité Émissions industrielles et protection de la couche d'ozone. Depuis 2010, il dirige l'unité Qualité de l'air et bruit.

FABIENNE KELLER

Sénatrice du Bas-Rhin depuis 2004, Fabienne KELLER est Vice-présidente de la Commission des finances. D'abord en charge du budget écologie, elle est désormais responsable du budget sur l'aide publique au développement. Elle est également Vice-présidente de la Commission des Affaires Européennes au sein de laquelle elle mène actuellement une étude sur la taxation des transactions financières et Vice-présidente de la Délégation sénatoriale à la prospective. Elle a été auparavant Conseillère générale et Vice-présidente du Conseil Régional d'Alsace de 1992 à 2002 et Maire de Strasbourg de 2001 à 2008. Elle est l'auteur de plusieurs rapports notamment sur des thématiques liées à l'écologie : la taxe carbone (2009), la coopération transfrontalière (2009), la gestion de l'ADEME (2010), la gestion des parcs nationaux (2011), Les "Années collège" dans les quartiers sensibles (2011), l'application du droit communautaire de l'environnement : de la prise de conscience à la mobilisation des acteurs (2011), les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes (2012).



CHRISTINE LAGARENNE

Depuis septembre 2008, Christine LAGARENNE est sous-directrice de l'Économie des Ressources Naturelles et des Risques au Commissariat Général au Développement Durable -Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable- au Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie. Cette sous-direction mobilise l'analyse économique au profit de l'évaluation des politiques publiques menées par le ministère.

Elle identifie et caractérise les instruments économiques adaptés aux objectifs de ces politiques (changement climatique, biodiversité, eau, déchets, risques...) et en évalue les effets.

Administrateur de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), elle a été chef du département emploi à la Direction de l'Animation de la Recherche et des Études Statistiques, du ministère en charge de l'emploi et du travail (2004-2008). Elle avait auparavant dirigé le bureau de synthèses des performances environnementales à la Direction des Études Économiques et de l'Évaluation Environnementale du Ministère de l'Écologie (2000-2004).

Auparavant, elle travaillait à la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales de l'INSEE (division revenus et patrimoine des ménages, division emploi). Elle a débuté sa carrière en tant qu'assistante en statistique à l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) dont elle est diplômée.



PAOLO LAJ

Paolo LAJ est physicien à l'Observatoire de Sciences et directeur du laboratoire de Glaciologie et Géophysique de l'Environnement (Unité Mixte de Recherche CNRS, Université de Grenoble). Il travaille sur la variabilité de la composition atmosphérique et notamment de sa fraction particulaire (aérosols et nuages), son impact sur le climat et sur la qualité de l'air à l'échelle régionale.

Depuis un certain nombre d'années, il coordonne au niveau Européen l'organisation des observations aérosols à travers des programmes d'infrastructure visant à développer le système intégré d'observation de l'atmosphère. Il a contribué au développement de plusieurs observatoires dans le cadre du réseau Global Atmosphere Watch (GAW) de l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) dont notamment les observatoires de haute altitude du Puy de Dôme, de Chacaltaya (Bolivie – 5 300 m) et de la Pyramid (Népal – 5 100m) où ont été observés des niveaux de pollution très élevés. Il est impliqué dans de nombreux programmes Européens pour l'étude des liens qualité de l'air/ climat. Il est l'auteur de plus 90 publications scientifiques référencées et a participé à de nombreux ouvrages



pour le grand public. Il est membre du comité expert "aérosol" de l'OMM-GAW et contribue aux travaux sur la définition des normes pour la qualité de l'air.

CORINNE LEPAGE

Corinne LEPAGE est une femme politique française issue de la société civile, avocate et militante associative : Présidente du CRIIGEN (Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le génie GENétique) et membre du conseil d'administration de Transparence International France. Elle a été Ministre de l'Environnement (1995-1997) et a fondé un club de réflexion en 1996, CAP 21. Elle a été élue au Parlement Européen en juin 2009 où elle siège au sein du groupe ADLE (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe). Elle est membre de la Commission Environnement, Santé Publique et Sécurité Alimentaire ainsi que membre suppléante de la Commission Industrie Recherche et Énergie. Depuis janvier 2010, elle préside l'intergroupe "Mers et zones côtières" au Parlement européen. Elle est l'auteur entre autres de *Vivre autrement* (2009), *Sans le nucléaire on s'éclairerait à la bougie* (2010) et *La vérité sur les OGM, c'est notre affaire* (2012). En décembre 2012, elle fera partie de la délégation officielle du Parlement Européen à Doha dans le cadre de la COP 18 (18^{ème} conférence des Parties sur les changements climatiques).



FRANCELYNE MARANO

Francelyne MARANO est Professeur émérite de Biologie cellulaire et de Toxicologie à l'Université Paris Diderot. Elle est experte en relations entre les polluants environnementaux et la santé en particulier dans le domaine des risques émergents. Ses recherches portent sur la toxicité respiratoire des polluants atmosphériques et sur leurs mécanismes d'action. Elle s'intéresse à la fumée de cigarette, l'amiante, aux particules atmosphériques dont les particules Diesel et aux nanoparticules. Elle a créé le Master "Toxicologie, Environnement, Santé" et a été codirectrice de l'École Doctorale "Médicament, Chimie, Toxicologie, Environnement". Elle a été Présidente du conseil scientifique de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire Environnementale (AFFSE) de 2000 à 2006. Elle a participé au Grenelle de l'Environnement dans le groupe "santé-environnement" et à l'élaboration des plans nationaux santé-environnement 1 et 2. Elle est membre du HCSP (Haut Conseil de Santé Publique) et en a présidé le groupe de veille sur l'impact sanitaire des nanotechnologies. Elle a été nommée expert auprès du SCCP et du SCHENIR (Direction Générale Santé et Consommateurs de la Commission Européenne) pour les impacts sanitaires des nanoparticules. Elle est Présidente du comité de suivi sur les risques émergents du PNSE2 (2^{ème} Plan National Santé et Environnement), Présidente de la Société Française de Santé-Environnement et Vice-présidente du conseil scientifique de l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS).



DOCTEUR SYLVIA MEDINA

Sylvia MEDINA est une épidémiologiste œuvrant à l'amélioration de la santé publique par ses recherches sur les effets de l'environnement sur la santé. Elle dirige essentiellement des projets qui cherchent à comprendre le décalage des scientifiques et de leurs résultats avec les actions des politiciens et des professionnels de la santé, et le public. Elle dirige actuellement les activités européennes et internationales du département de la Santé Environnementale de l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) à Paris et notamment le projet Aphekom (Improving Knowledge and Communication for Decision Making on Air Pollution and Health in Europe). Elle a dirigé les évaluations de l'impact sur la santé des différents facteurs et risques environnementaux du projet WHO-EC ENHIS (2004-2007), le projet Aphekom sur la pollution de l'air et la santé impliquant 26 villes européennes de 1999 à 2004 ainsi que le programme Erpurs de surveillance de la pollution de l'air et de la



santé à Paris (1992-1997). Elle participe régulièrement aux projets de recherche européens et internationaux sur la santé publique de la Commission Européenne et siège également à divers comités scientifiques nationaux et internationaux. Elle a reçu le prix Épidaire de la recherche en médecine et en écologie en 1996 et le "Generation 2000 Doctors Prize" pour avoir permis au grand public de mieux comprendre l'information scientifique de la santé environnementale.

AGNES MOREAU

Agnès MOREAU a été formée à la FEMIS (École Nationale Supérieure des Métiers de l'Image et du Son). Elle a ensuite travaillé comme technicienne sur des longs métrages, et notamment comme scripte notamment sur des films de Cédric Klapisch et Christophe Loizillon. Elle a ensuite réalisé des courts-métrages de fiction (Eaux troubles en 1993) et des documentaires diffusés sur Arte : "Le refuge" (2005) et "Marek" (2006).

Son documentaire scientifique "Un nuage sur le toit du monde" (2012) a reçu le prix Pierre-Gilles de Gennes du CNRS à Pariscience (Festival International du Film Scientifique), le prix de l'Union Européenne à Ekotopfilm et le grand prix du Festival du Film Recherche et Développement Durable.



BERTRAND MONTHUBERT

Mathématicien et Président de l'Université Paul Sabatier à Toulouse, Bertrand Monthubert a exercé comme Maître de Conférences à l'Université Paul Sabatier et comme chargé de mission au sein du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. Ses recherches en géométrie non-commutative l'amènent à travailler à l'échelle internationale, notamment avec les pays développant leur recherche à grande vitesse. Co-fondateur de "Sauvons la recherche" et co-organisateur des États-Généraux de la Recherche, il a défendu l'enseignement supérieur et la recherche au sein du Parti Socialiste.

MADELEINE NGOMBET -BITOO

Vice Présidente à la Vie associative au Conseil Régional de Poitou-Charentes, Madeleine Ngombet-Bitoo est très engagée sur les questions de santé durable, d'handicap à la Région et à l'Association des Régions de France dont elle est membre. Elle est chirurgien Dentiste.



CAROLINE PAUL



Caroline Paul est chef du bureau EA1 (environnement extérieur et produits chimiques) à la Direction Générale de la Santé depuis novembre 2002. Cette unité est responsable de la mise en œuvre des politiques sanitaires environnementales relatives aux produits chimiques, à la toxicovigilance, aux risques émergents ainsi qu'à la qualité de l'air, dans le cadre national, européen et international.

De formation 3^{ème} cycle universitaire en environnement, biochimie et chimie analytique, elle a d'abord été chargée de la gestion de la sécurité chimique dans plusieurs entreprises et instituts de recherche. Puis, elle a assuré en tant qu'ingénieur de prévention au ministère du travail, le suivi et la négociation des travaux européens et internationaux relatifs à l'élaboration des normes techniques concernant le contrôle de la mise sur le marché et l'utilisation des produits chimiques - évaluation, classification et information, gestion des risques- et les normes sanitaires de protection des travailleurs, telles que l'établissement de valeurs limites d'exposition professionnelle pour les polluants dans l'air des lieux de travail.

DOCTEUR ELIZABETH PAUNOVIC

Le Docteur Elizabet PAUNOVIC est responsable des études sur les expositions et les risques environnementaux à l'Organisation Mondiale de la Santé. Diplômée de la faculté de médecine de Belgrade (Serbie) en médecine générale et de la faculté de Ljubljana (Slovénie), elle s'est spécialisée dans la santé au travail.

Avec plus de 28 ans d'expérience en santé environnementale et en santé au travail, elle a conduit de nombreuses recherches dans ces domaines.

Elle a été notamment coordinatrice en chef du service de santé au travail et santé environnementale pour la plus grande usine d'électricité serbe "Nikola Tesla", puis secrétaire députée pour l'environnement pour la ville de Belgrade et a occupé différents postes au Ministère de la Santé de Serbie, notamment Secrétaire d'État pour la santé.



LAURA PEREZ

Laura PEREZ est chercheur à l'Institut de Santé Publique et Tropicale de Suisse. Titulaire d'un doctorat, ses recherches se focalisent sur les études épidémiologiques de l'impact de la pollution de l'air sur la santé. Elle participe à la coordination du vaste projet européen ESCAPE consacré à la pollution de l'air urbaine et à la santé, visant à élaborer une concentration-réponse en fonction des effets à long terme de la pollution due au trafic sur l'athérosclérose en Europe.

Dans le domaine de l'évaluation des risques, elle a contribué au développement de méthodes pour prendre en compte les effets chroniques dus à la proximité du trafic. Elle a participé à leurs applications dans le domaine de l'impact sur la santé de la pollution de l'air aux États-Unis et dans 10 villes européennes dans le cadre du projet européen APHEKOM sur la pollution de l'air et la santé.

Elle a enfin contribué à développer un projet collaboratif sur la santé et la pollution de l'air à Barcelone en Espagne. Elle est désormais impliquée dans une nouvelle étude européenne, URGENCHE, chargée d'évaluer l'impact sur la santé humaine et le bien-être, des politiques des villes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, y compris les projets concernant les transports.

GILLES PIPIEN

Ingénieur général des Ponts, des Eaux et Forêts, Gilles PIPIEN est inspecteur général de l'environnement et du développement durable auprès du Ministère Français de l'Ecologie et du Développement Durable. Il était encore récemment conseiller environnement et développement durable en Méditerranée à la Banque Mondiale (Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée).

Il vient d'achever le rapport "Vers une croissance verte en Méditerranée" en partenariat avec l'Agence Française du Développement -AFD-, la Banque Européenne d'Investissement, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique... qui cible les voies de création d'emplois, via une économie verte. Il a lancé une réflexion ambitieuse pour un plan d'action en Méditerranée sur la santé et l'environnement avec l'Organisation Mondiale de la Santé et l'AFD.

Il avait précédemment mené une action de renforcement des compétences et diverses missions d'assistance technique pour des politiques ou projets de développement urbain durable en particulier au Maroc, en Égypte et au Liban. Il est membre et co-animateur du comité d'orientation de Humanité et Biodiversité et Président de Provence Aix 21, réussir un développement durable. Il a été Directeur de Cabinet de la Ministre française de l'Ecologie et du Développement Durable (2002-2003) après avoir été Directeur Régional de l'Environnement en Provence-Alpes-Côte d'Azur (1998-2002). Auparavant, il était chef de services déconcentrés de l'État dans de grandes agglomérations françaises (Montpellier, Lille, Lyon, Nantes...), dans les domaines de l'aménagement, de l'urbanisme, des transports et de l'environnement.



LES ORGANISATEURS



Fédération Atmo France

Atmo France fédère le réseau des associations régionales agréées de surveillance de la qualité de l'air sur le territoire français.

www.atmo-france.org



Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Énergie

En préparation des Assises nationales de la qualité de l'air 2013, les ateliers scientifiques "Pollution par les particules : impacts sur la santé, l'air et le climat" sont organisés par les ministères chargés de la santé et du développement durable et l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), en partenariat avec l'Institut national des sciences de l'univers (INSU),

www.developpement-durable.gouv.fr



Assises nationales de la Qualité de l'air

L'objectif des assises est de créer des dynamiques d'actions pour améliorer la qualité de l'air et permettre aux décideurs locaux de mettre en place des objectifs de gestion de la qualité de l'air dans les politiques territoriales.

www.assisesdelair.ademe.fr



Conseil Régional Midi-Pyrénées

Le développement durable constitue le fil rouge du projet régional.

www.midipyrenees.fr



ORAMIP Midi-Pyrénées

Observatoire Régional de l'Air en Midi-Pyrénées, observatoire agréé par l'État pour surveiller la qualité de l'air en région Midi-Pyrénées.

www.oramip.org

LES PARTENAIRES



Mairie de Toulouse,
www.toulouse.fr



Museum de Toulouse,
www.museum.toulouse.fr



Association
des Communautés Urbaines
de France,
www.grandesvilles.org



Association
des Maires des Grandes
Villes de France,
www.grandesvilles.org



Association
des Régions de France,
www.arf.asso.fr



Association Française
du Conseil des Communes
et Régions d'Europe,
www.afccre.org



Association
des Petites Villes
de France,
www.grandesvilles.org



Agence Régionale
du Développement Durable,
www.arpe-mip.com



Association
France Sud-Ouest,
www.france-sudouest.com



Association européenne des autorités locales qui inventent
leur futur énergétique,
www.energy-cities.eu



Communiqué de presse

A l'œuvre pour diminuer l'exposition de la population à la pollution de l'air

17 octobre 2013

La Fédération ATMO France, réseau des associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), réagit à l'annonce du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), agence spécialisée de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui classe ce jour **la pollution de l'air extérieur comme cancérogène certain pour les humains**.

Cette classification va amener les pouvoirs publics, les politiques et tous les décideurs en relation avec la qualité de l'air à une meilleure prise en compte de l'exposition de la population à la pollution de l'air, ce qui conduira à renforcer les actions de :

- réduction des émissions de polluants atmosphériques,
- traitement des « points noirs » (air pollué) existants,
- meilleure intégration des exigences air et santé dans l'urbanisme

ATMO France rappelle que **le réseau des AASQA accompagne les services de l'Etat et les collectivités territoriales en fournissant des données et des cartographies de concentrations de polluants atmosphériques. Il travaille en outre à l'établissement de cartes « haute définition » que les organismes de santé peuvent croiser avec les données épidémiologiques dans le cadre des travaux menés pour une meilleure appréhension de l'impact sanitaire.**

ATMO France, une implication à tous les niveaux

Cette expertise locale est portée par la Fédération et se traduit par des actions conduites aux niveaux national et européen. La tenue des « 1^{ères} Rencontres internationales Air Climat Santé » dont les actes seront publiés le 4 novembre prochain en est un exemple. A cette occasion, les experts ont confirmé les liens entre la qualité de l'air et la santé et ont rappelé la pertinence de l'approche transversale air / climat / énergie.

Rappelons aussi qu'ATMO France organise avec ATMO Alsace la conférence de clôture de l'année européenne de l'air le 9 décembre 2013 à Strasbourg en présence du Commissaire Européen à l'Environnement Janez Potočnik. Ce rendez-vous est placé sous le thème mobilisateur « Un air meilleur pour tous – tous pour un air meilleur : Diagnostics partagés et actions concertées ».

Régine Lange,
Présidente de la Fédération ATMO France

Contact presse : **Nathalie Tubiana** presse@atmo-france.org 09.67.18.00.86